

ces, la paix de l'âme !

CONGRES DE MENTON

Le CREDIT POPULAIRE est une nécessité

Conférence par le R.-P. Ludovic, capucin.

(suite)

Chose étrange ! certaines gens portent envie à leurs voisins et craignent de les voir devenir riches. Quelle aberration d'esprit !... Loin de redouter la richesse de nos voisins, nous devons la désirer vivement et contribuer à la produire, puisque nous en profiterons. On ne s'enrichit qu'avec les riches. Que peut espérer un pauvre, s'il n'est entouré que de gens plus pauvres que lui ? Placez-le au contraire au milieu de gens riches, il trouvera toujours ou du travail ou des secours en raison de ses besoins.

Eh bien ! les Banques populaires ont une efficacité merveilleuse pour enrichir les pays dans lesquels on a l'heureuse inspiration de les fonder. Elles retiennent sur place les économies que font les gens du pays, et, en les prêtant avec intelligence aux travailleurs de la localité qui savent en tirer parti, elles amènent un développement chaque jour plus considérable de la richesse commune.

N'êtes-vous pas une preuve éclatante de la vérité que je vous expose ? Si, après le tremblement de terre qui a désolé Menton, ceux d'entre vous qui avaient un peu d'argent l'avaient placé au loin en fonds d'Etat ou en valeurs industrielles, comment auraient fait les hommes de cœur qui voulaient rendre la prospérité à votre ville ?... Vous aviez besoins de capitaux pour réparer vos hôtels, vos monuments et vos chemins qui sont votre instrument de travail. Il fallait donc que ceux qui avaient des épargnes les gardassent disponibles pour les mettre à la disposition de ceux qui pouvaient et voulaient les faire fructifier. C'est le service que vous a rendu la Banque populaire. Elle a retenu les capitaux de Menton et les a consacrés au travail fait par vos compatriotes. C'est ainsi que votre ville a pu reprendre une prospérité qui dépassera celle dont vous jouissiez avant le tremblement de terre (*Applaudissements.*)

Bien que vous m'ayez déjà compris, je veux m'expliquer encore plus clairement. Le travail matériel prend, depuis un siècle, une forme de plus en plus scientifique, ce qui a pour résultat de donner une place toujours plus grande au capital et au crédit.

C'est un grand bienfait que le travail matériel s'appuie sur la science. Si nous n'avions que nos mains pour labourer la terre, à quoi arriverions-nous ? (*Rires.*) L'intelligence nous a été donnée pour surprendre les secrets de la nature, pour la dompter, pour nous emparer de ses forces et les ré-

pour fabriquer le matériel roulant, et pour rémunérer d'innombrables employés ? Considérez que le monde se couvre partout de chemins de fer, et dites-moi si un homme, quelque riche que vous le supposiez, peut avoir les capitaux nécessaires pour construire toutes les voies ferrées de l'univers ?

Que sera-ce, si vous ajoutez, aux chemins de fer, les grandes compagnies de navigation, les canaux maritimes, enfin les innombrables établissements de mines, de métallurgie et autres industries où la vapeur est venue établir son empire ?

Non, aucune fortune privée n'aurait suffi pour créer des instruments de travail d'une pareille puissance. Force était de recourir aux capitaux de tout le monde, de les grouper, de les consacrer à ces entreprises.

Eh bien ! voilà ce qui a rendu les banques nécessaires. Je parle des grandes banques. On peut les comparer à des réseaux d'aqueducs. Ils vont chercher l'eau des sources au milieu des montagnes et l'amènent au centre de ces immenses villes modernes qui sans eau seraient inhabitables.

C'est ainsi que les grandes banques vont recueillir partout les petites économies, et quand elles ont accumulé d'énormes capitaux, elles deviennent capables de susciter et de développer les entreprises grandioses que je viens d'énumérer. Supprimez ces banques, et les meilleures applications de la science à l'industrie deviendront impossibles parce que les capitaux manqueront pour réaliser les idées des inventeurs.

Mais si les grandes banques sont devenues nécessaires, les petites banques, les banques populaires ne le sont pas moins ; car la science n'a pas suscité seulement d'immenses entreprises, elle a tout transformé, même les métiers les plus humbles. Il n'en est point dans lequel elle n'ait changé l'outillage, en inventant des instruments de travail perfectionnés.

Je prends l'exemple de la couturière. Autrefois elle pouvait se contenter d'une paire de ciseaux, d'un dé et de quelques aiguilles. Elle prenait sa trousse et s'en allait travailler en journée. Il n'en est plus ainsi aujourd'hui. Elle a besoin de machines à coudre et d'un salon contenant des modèles, une armoire à glace, des fauteuils et tout ce qu'il faut pour recevoir convenablement ses clientes. Sans cet outillage perfectionné, extrêmement coûteux, elle ne saurait se flatter de réussir.

Je pourrais multiplier ces exemples. Ainsi l'agriculteur est obligé lui aussi de suivre le progrès et de mettre à profit les inventions de la science. Il doit perfectionner son principal instrument de travail, qui est la terre, en augmentant sa fécondité par l'emploi intelligent des engrais chimiques et par un choix judicieux des cultures. Il doit faire usage de machines agricoles pour rendre son travail plus productif. Or tout cela exige des capitaux, et souvent le travailleur habile qui saurait utiliser les

minelle que de retirer à ces travailleurs l'épargne du pays, et de l'envoyer au loin soutenir des entreprises étrangères ? Que gagnerez-vous, par exemple, à placer vos fonds en valeur de la République argentine, si vos voisins, privés de capitaux, ne réussissent à rien et tombent dans la misère !... Avant d'enrichir les pays étrangers, ne devez-vous pas enrichir d'abord le pays que vous habitez ? On se plaint partout, hélas ! du dépeuplement des campagnes, et on ne prend pas garde que, par une aberration d'esprit incompréhensible, les gens de la campagne qui avaient de l'argent ont commencé par le faire émigrer. La misère est alors survenue, et l'émigration des hommes n'a pas tardé à suivre l'émigration des capitaux.

Cette plaie devient générale en France. L'épargne populaire est enlevée à l'industrie et au commerce par deux immenses pompes aspirantes qui font le vide partout. L'une et l'autre enlèvent les capitaux aux pays qui les forment, et elles les jettent au loin dans des gouffres qu'il est impossible de combler.

La première de ces pompes aspirantes, c'est l'Etat. Il a mis la main sur l'épargne populaire. Sous prétexte de donner pleine sécurité aux déposants, l'Etat enlève aux Caisses d'épargne la libre disposition de leurs fonds. Elles doivent tout verser à la Caisse de Dépôts et Consignations, d'où l'argent passe dans la Dette publique flottante ou consolidée, ce qui veut dire qu'il est absorbé par les dépenses de l'Etat. Mais l'Etat n'est pas un producteur, c'est un consommateur, et ce consommateur devient aisément un dissipateur. Les déficits du budget sont la preuve évidente que nos gouvernants ne savent pas économiser. Quand l'argent leur manque, ils se tournent vers les Caisses d'épargne. Elles auront reçu bientôt près de trois milliards de dépôts, et c'est là que le gouvernement peut toujours puiser à pleines mains.

Eh bien ! j'estime que ce procédé est inique. Si l'Etat manque d'argent, qu'il en demande à l'impôt. Les Chambres verront alors ce que les contribuables peuvent lui accorder. Mais qu'il ne draine pas en catimini les fonds d'épargne ; qu'il n'enlève pas cet argent à l'agriculture, à l'industrie et au commerce pour le consommer en dépenses improductives, au risque de ne pouvoir jamais le rendre. C'est là un exemple mauvais, qui ne peut amener que la corruption et la ruine. (*Applaudissements.*)

La seconde pompe aspirante des épargnes du pays se trouve dans les banques d'émission.

Ne croyez pas que ces banques se donnent la peine d'encourager, de soutenir les petits travailleurs en leur fournissant des capitaux. Il y a trop de soucis, trop d'ennuis dans une opération de ce genre. Il vaut mieux faire grand et réaliser tout de suite d'énormes bénéfices. On a imaginé pour cela les émissions.

Quelqu'un découvre une mine, et parfois il l'invente. Elle est, dit-il, pleine d'or,

pour les auteurs de l'émission et pour les intermédiaires qui ont placé les titres.

Que de fois les banquiers de second ordre deviennent complices de ce genre d'iniquité ! Ils se rassurent en disant qu'ils n'ont pas fait l'émission. Oui, mais ils l'ont favorisée sans en contrôler la valeur, et, si le public qui a confiance en eux perd son argent, ils n'en sont pas moins la cause de sa ruine.

Ce n'est pas le seul désordre dans lequel tombent les banques particulières.

Il arrive trop souvent qu'elles se prêtent à des jeux de bourse. Elles achètent à terme, soit pour elles-mêmes, soit pour leurs clients, des quantités énormes de titres qu'elles veulent revendre avec bénéfice, mais qu'elles sont obligées de céder avec perte. Ces spéculations ressemblent beaucoup au jeu de la roulette qui se pratique dans votre voisinage et elles ne valent guère mieux.

Enfin, il arrive aussi que les banquiers se prêtent à faire des commandites déguisées sous le nom de comptes-débiteurs, et cela, dans des proportions anormales, et avec des conditions tellement usuraires que la ruine est fatale pour les emprunteurs. L'entrepreneur audacieux qui monte une grande affaire avec des capitaux prêtés par un banquier, est ruiné par les intérêts et commissions que ce banquier exige. Que plusieurs clients ainsi commandités fassent faillite coup sur coup, ils entraînent dans leur ruine le banquier, qui se trouve dans l'impossibilité de rembourser les dépôts qu'on lui a confiés.

Les exemples de cette nature sont fréquents. L'année dernière, un banquier que je connais a été ainsi précipité dans l'abîme. Les tribunaux l'ont condamné à plusieurs mois de prison parce qu'il avait manqué aux règles les plus élémentaires de la prudence et de l'honnêteté commerciale. Il avait fait par exemple un découvert d'un million et demi à un industriel qui affichait l'impudence et qui vivait dans le désordre.

Certes, je ne prétends point que tous ceux qui font la banque pour leur profit personnel tombent dans ces abus. Je connais des banquiers très honorables qui exercent leur profession avec une correction parfaite. Ils ne sont nullement pressés de devenir millionnaires. Ils savent aider les travailleurs avec sagesse et avec bonté.

Mais quelques services qu'ils rendent à leurs clients, ce ne sont jamais que des actes de bienfaisance isolés. Or, les travailleurs aujourd'hui ont besoin d'autre chose. Il y a un bienfait de premier ordre qu'il faut leur procurer à tout prix ; c'est celui d'associer dans un intérêt commun tous ceux qui pratiquent les affaires honnêtement, afin de les défendre contre les maux de toute nature que leur causent des concurrents malhonnêtes. Or ce bienfait, ils ne l'obtiendront que par des banques populaires.

Il n'y a pas à se le dissimuler : la liberté du travail et l'affaiblissement des mœurs chrétiennes ont amené des abus intolérables. Au premier rang de ces abus, il faut